Le commerce équitable

Murat Yilmaz

Société civile et mouvements sociaux
Document du programme no. 20
décembre 2005

Institut de recherche
des Nations Unies pour
le développement social

Ce Document du programme de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) a été produit avec le soutien de la Direction du développement et de la coopération (DDC) en Suisse. L'UNRISD remercie ses principaux donateurs—le Danemark, la Finlande, le Mexique, la Norvège, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse—du soutien qu'ils apportent à ses activités.

Copyright © UNRISD. De courts extraits de cette publication pourront être reproduits, sans altération et sans autorisation, sous condition que leur source soit mentionnée. Toute demande d'autorisation de reproduction ou de traduction, devra être adressée à l'UNRISD, Palais des Nations, 1211 Genève 10, Suisse.

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNRISD aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

La responsabilité des opinions exprimées est celle de l'auteur, et leur publication ne reflète pas nécessairement le point de vue de l'UNRISD.

ISSN 1020-8178

Table des matières

Abréviations ii

Remerciements ii

Summary/Résumé/Resumen iii
Summary iii
Résumé iii
Resumen iv

Introduction 1

Première partie: La genèse et la généalogie du commerce équitable 2
Le commerce équitable comme mouvement social 2
Le contexte historique 4
La question du juste prix 6
Le développement du commerce équitable 7

Deuxième partie: La problématique de l'intégration 12
L'adoption par le commerce équitable d'une nouvelle stratégie 12
La possibilité d'une alliance forte entre le commerce équitable et l'économie solidaire 17
Conclusion 19

Bibliographie 20

Documents du programme de l'UNRISD **Société civile et mouvements sociaux** 21

Abréviations

BIT	Bureau international du Travail
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine
CNUCED	Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement
EFTA	European Fair Trade Association
FLO	Fair Trade Labelling Organization
IFAT	International Federation for Alternative Trade
NEWS	Network of European Worldshops
PFCE	Plate-forme pour le commerce équitable
SERRV	Sales Exchange for Refugee Rehabilitation Vocation

Remerciements

Dans l'élaboration de ce travail, je tiens à remercier Kléber Ghimire pour son soutien et ses commentaires précieux ainsi que Michel Pimbert, Yohan Ariffin et Santiago Daroca pour leurs critiques constructives.

Summary/Résumé/Resumen

Summary

This paper aims to evaluate the potential impacts for the fair trade movement of closer integration with the large supermarket chains and other mass marketers. The author suggests that the negative effects of this integration run the risk of derailing fair trade. Indeed, since fair trade products have begun appearing on the shelves of the major supermarket chains, fair trade itself has faced pressures to adapt to market constraints. In order to garner greater market share and increase product sales, efficiency and competitiveness are the rules of the game. Such hard economic logic may ultimately distance the practice of fair trade from its founding principles.

In the first part of the paper, the author traces the origins of the fair trade movement. He begins with a description of the socioeconomic conditions that gave rise to it, and then traces the historical development of fair trade from its inception to the present day.

In the second part, the author shows how the fair trade movement has sought to expand, based on a strategy of labelling and branding, into the mass markets served by the large supermarket chains. He goes on to identify and then to assess the positive and negative impacts of this trend for fair trade, and concludes by considering how the possible dangers might be mitigated by closer ties between the fair trade movement and solidarity economy.

Murat Yilmaz is a sociologist and is currently completing a Master's degree in Globalization, Social Regulation and Sustainable Development at the University of Geneva, Switzerland.

This paper was prepared for the UNRISD research project on *Global Civil Society Movements: Dynamics in International Campaigns and National Implementation*. The project is led by Kléber B. Ghimire, with assistance from Santiago Daroca, Britta Sadoun, Anita Tombez and Murat Yilmaz, and is funded by a grant from the Swiss Agency for Development and Cooperation (SDC) and the UNRISD core budget.

Résumé

L'objectif principal de ce travail conceptuel est, d'une part, d'évaluer les conséquences possibles de l'intégration du commerce équitable dans le circuit économique traditionnel et, d'autre part, de montrer que les conséquences négatives de cette intégration représentent pour le commerce équitable un risque majeur de déviance. En effet, depuis que les produits équitables sont vendus dans les grandes surfaces, le commerce équitable est obligé de s'adapter aux contraintes du marché. Pour pouvoir conquérir de nouveaux parts de marché afin d'écouler le maximum de produits équitables, il doit se conformer aux normes de l'efficacité et de la concurrence. La domination de la logique économique sur les autres a tendance à éloigner de plus en plus le commerce équitable de ses principes fondamentaux.

Dans la première partie, l'auteur établit la genèse et la généalogie du commerce équitable en décrivant, tout d'abord, les conditions socio-économiques qui sont à l'origine de l'émergence du commerce équitable et en présentant ensuite, dans une perspective historique, le développement du commerce équitable jusqu'à nos jours.

Dans la deuxième partie, l'auteur identifie dans l'évolution du commerce équitable un tournant important qui est l'adoption par le commerce équitable d'une stratégie d'extension basée sur l'intégration, par le biais d'organismes de labellisation, des produits équitables dans les circuits de la grande distribution. Par la suite, il mesure les impacts positifs et négatifs de cette intégration en insistant particulièrement sur le danger des impacts négatifs pour le commerce équitable. En conclusion, il tente de voir si ce danger ne peut pas être atténué par le renforcement des liens entre le commerce équitable et l'économie solidaire.

Murat Yilmaz est sociologue à l'Université de Genève où il est train de terminer un Diplôme d'études supérieures et spécialisées (DESS) en Globalisation, régulation sociale et développement durable et de préparer son projet de thèse. Le présent rapport a été préparé dans le cadre du projet de recherche de l'UNRISD, *Mouvements de la société civile mondiale: Dynamique des campagnes internationales et application au plan national*. Murat Yilmaz a été associé à ce projet en tant qu'assistant de recherche en 2004. Le projet est dirigé par Kléber Ghimire, avec l'aide de Santiago Daroca, Britta Sadoun et Anita Tombez, et il est financé par la Direction du développement et de la coopération (DDC) en Suisse et par le budget général de l'UNRISD.

Resumen

El objetivo principal de este trabajo conceptual es, por una parte, evaluar las repercusiones posibles de la integración del comercio equitativo en el circuito económico tradicional y, por otra parte, demostrar que las consecuencias negativas de esta integración representan para el comercio equitativo un riesgo mayor de desviación. De hecho, desde que los productos equitativos se venden en los grandes almacenes, el comercio equitativo está obligado a adaptarse a los límites del mercado. Para poder conquistar nuevas partes del mercado con el fin de vender el mayor número posible de productos, tiene que respetar las normas de eficacia y de competencia. El domino de la lógica económica sobre las demás tiene tendencia a alejar cada vez más el comercio equitativo de sus principios fundamentales.

En la primera parte, el autor clarifica la génesis y la genealogía del comercio equitativo empezando con la descripción de las condiciones socioeconómicas de las que surgió el comercio equitativo y luego presenta, en una perspectiva histórica, el desarrollo del comercio equitativo hasta el momento actual.

En la segunda parte, el autor señala en la evolución del comercio equitativo un momento decisivo: la adopción por parte del comercio equitativo de una estrategia de extensión basada en la integración, mediante los organismos de etiquetado, de los productos equitativos en los circuitos de distribución masiva. Después mide las consecuencias positivas y negativas de esta integración haciendo hincapié en el peligro que suponen estas últimas para el comercio equitativo. Finalmente intenta averiguar si este problema no puede resolverse parcialmente con el fortalecimiento de los lazos entre el comercio equitativo y la economía solidaria.

Murat Yilmaz, es un sociólogo de la Universidad de Ginebra donde está terminando su Diplôme d'études supérieures et spécialisées (DESS) en Mundialización, regulación social y desarrollo durable y preparando su proyecto de tesis. Este estudio fue encargado en el marco del proyecto del UNRISD sobre *Movimientos sociales civiles mundiales: La dinámica de campañas internacionales y la implementación nacional.* Murat Yilmaz fue Asistente de Investigación en este proyecto en 2004. El proyecto fue dirigido por Kléber Ghimire, con la ayuda de Santiago Daroca, Britta Sadoun y Anita Tombez, y está financiado por la Agencia Suiza para el Desarrollo y la Cooperación (COSUDE) y por el presupuesto general de UNRISD.

Introduction

La notion de commerce équitable est apparue pour la première fois lors de la conférence de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), organisée en 1964 à Genève, sous le fameux slogan "*Le commerce, pas la charité*". Il s'agit aussi de la remise en question du système d'échange libéral fondé sur la théorie des avantages comparatifs de David Ricardo selon laquelle chaque pays peut gagner à l'échange si les prix relatifs des produits mis sur le marché diffèrent d'un pays à l'autre. En d'autres termes, un pays a intérêt à se spécialiser dans la production d'un bien pour lequel il est le plus compétitif. Mais, dans la réalité, l'échange commercial entre les pays agricoles (exportateurs de matières premières) et les pays industrialisés (exportateurs de produits manufacturés) n'a pas vraiment profité aux premiers du fait de la baisse tendancielle des prix des matières premières conduisant à la détérioration des termes de l'échange pour ces pays. Partant de ce constat réel, la CNUCED a dénoncé l'échange inégal et décidé d'y remédier en promouvant un commerce plus équitable.

C'est à partir de ce moment que l'idée d'un commerce équitable a véritablement pris son essor avec la création dans les pays du Nord d'organisations de commerce équitable qui se sont fixées deux missions principales. Elles veulent, d'une part, améliorer les conditions de vie et de travail des petits producteurs du Sud et, d'autre part, modifier les règles injustes du commerce international bénéficiant avant tout aux pays du Nord. Pour atteindre leur premier objectif, les organisations de commerce équitable garantissent aux petits producteurs du Sud la vente de leurs produits, à un juste prix, sur les marchés des pays du Nord, sans passer par les intermédiaires que sont les puissants acheteurs locaux du Sud et les grands importateurs du Nord. Il s'agit d'établir une relation directe fondée sur la solidarité et la responsabilité entre le petit producteur du Sud et le consommateur du Nord. En effet, en échange de l'achat d'un produit labellisé dont le prix est en général supérieur à celui du marché mondial, le commerce équitable offre la garantie aux consommateurs des pays du Nord de consommer un produit de qualité satisfaisant à un certain nombre de conditions économiques, sociales et environnementales. Ainsi, par cet achat responsable, les consommateurs du Nord contribuent au développement des petits producteurs du Sud. Pour réaliser leur deuxième objectif, les acteurs du commerce équitable organisent des campagnes de sensibilisation qui visent à attirer l'attention de l'opinion publique sur les injustices des règles du commerce international et entreprennent des actions auprès des décideurs politiques et économiques.

Ce travail portant sur le commerce équitable sera divisé en deux parties majeures. Dans la première partie, qui sera descriptive et explicative, après avoir donné une définition du commerce équitable, je décrirai le contexte historique dans lequel est apparu le commerce équitable en abordant aussi la question du juste prix. Ensuite, je présenterai dans une perspective historique le développement du commerce équitable.

Dans la deuxième partie, qui sera analytique et critique, je traiterai de la problématique de l'intégration des produits équitables dans le circuit économique traditionnel. En analysant les effets positifs et négatifs de cette intégration sur les acteurs du commerce équitable (les organisations de commerce équitable du Nord et les petits producteurs du Sud) et les consommateurs du Nord, je vais tenter de montrer que certains effets négatifs peuvent représenter pour le commerce équitable un risque de déviation (un éloignement de sa philosophie de base).

Première partie: La genèse et la généalogie du commerce équitable

Le commerce équitable comme mouvement social

Le commerce équitable est-il un mouvement social? Si l'on se réfère à la définition classique, on peut répondre affirmativement à cette question. La définition classique met en avant deux critères pour considérer un mouvement en tant que mouvement social.

Le premier critère est la dimension collective. Le mouvement social est le produit d'individus qui se mettent volontairement et intentionnellement ensemble pour atteindre des objectifs communs: Agir ensemble comme projet volontaire. Cette conception du collectif ne peut pas s'appliquer par exemple aux phénomènes de mode, de diffusion de styles de vie ou d'innovations du fait qu'elle exige une action concertée. Les phénomènes mentionnés ci-dessus ne sont pas, même s'ils ont une dimension collective, le produit d'une action collective avec une finalité commune. "Mais pour être modelés socialement, ces phénomènes ne sont pas en général le fait d'une intention explicite de coopération ou d'action concertée" (Neveu 2000:7).

Le deuxième critère est la croyance en la cause défendue. Il nous permet aussi de faire une certaine distinction entre organisations et mobilisations. "Il n'est point besoin d'une foi quelconque dans des valeurs sacrées de l'industrie automobile pour travailler dans un garage. Un minimum de croyance en la cause s'impose à l'inverse pour manifester contre l'apartheid ou des essais nucléaires" (Neveu 2000:8). Autrement dit, il y a une dimension idéologique qui s'appuie sur un système de croyances. Le commerce équitable remplit ces deux critères. Les individus qui se sont volontairement mis ensemble pour créer un commerce équitable suivent les mêmes objectifs. Ils veulent, d'une part à court terme, soutenir les petits producteurs du Sud en offrant à leurs produits un accès direct et à un juste prix aux marchés du Nord et, d'autre part, à moyen et long terme, modifier les règles commerciales internationales inégales, donc injustes. Les principes qui guident le commerce équitable sont la justice sociale, la solidarité et la coopération. C'est pourquoi, il ne peut pas être réduit à une simple activité commerciale.

Cependant, on ne trouve toujours pas dans les travaux des sciences sociales consacrés à l'analyse des mouvements sociaux une définition étroite et plus précise "du mouvement social" faisant l'unanimité. La difficulté principale réside dans la dimension dynamique de l'objet. En effet, un mouvement social n'est pas un objet figé, il est perpétuellement en mouvement. De plus, selon les contextes historiques et les répertoires d'action à disposition, il peut prendre des formes très variées. Par exemple, les catégories utilisées pour définir les anciens mouvements sociaux comme le mouvement ouvrier et le syndicalisme ne sont plus suffisantes pour appréhender les nouveaux mouvements sociaux dont l'émergence coïncide avec le passage de la société industrielle à la société post-industrielle. Selon Erik Neveu, on peut identifier quatre éléments grâce auxquels il est possible de distinguer les nouveaux mouvements sociaux des anciens.

Le premier élément renvoie aux formes d'organisation. Les nouveaux mouvements sociaux

预览已结束，完整报告链接和二维码如下：
https://www.yunbaogao.cn/report/index/report?reportId=5_21267